

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET DÉBAT SUR LES « SCIENCES SOCIALES AFRICAINES » AU CODESRIA

*Aboubacar Abdoulaye BARRO**

La recherche en sciences sociales dans le continent africain n'échappe en aucune manière aux contraintes soulevées par « la division internationale du travail scientifique ». Les chercheurs, formés au Nord comme au Sud, coopèrent en particulier avec des institutions et des chercheurs des métropoles de sciences (publications dans les revues, projets de recherches, consultances). Les laboratoires de recherches du continent, même s'ils revendiquent dans leur discours une autonomie (cas du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique – CODESRIA) par rapports aux institutions de recherches du Nord, ne négligent pas pour autant les projets de coopération avec celles-ci. Ne serait-ce que parce qu'une part négligeable des subventions publiques est consacrée, par exemple, à la recherche, l'argent public ne servant le plus souvent qu'au fonctionnement des universités (salaires des enseignants et chercheurs, du personnel administratif, entretiens de locaux et dépenses courantes). Les centres de recherches en sciences sociales sont quasiment tous cantonnés dans les frontières nationales et ne disposent pas de moyens financiers leur permettant de diffuser les résultats de leurs travaux – l'Afrique du sud, récemment sortie du régime d'apartheid, constituant une exception.

Dans ce contexte général, un centre de recherche panafricain comme le Codesria peut-il aider la recherche à survivre, contribuer à la conduite de travaux originaux et atténuer la dépendance de la recherche africaine ?

Naissance et vocation du Codesria

Créé en 1973, le Codesria est l'institution panafricaine la plus importante en sciences sociales en Afrique, du moins par son ancienneté et par son agenda de recherche très ambitieux. Elle mobilise des chercheurs venus de tout le continent (anglophones, francophones, arabophones, lusophones) à travers les programmes de recherche, séminaires, ateliers et colloques (mobilisation de plus

*- Sociologue. Email : abarrofr@yahoo.fr.

de 5 000 chercheurs dans ce type d'activités entre 1973 et 2006, participation de plus de 500 chercheurs africains et non africains lors des assemblées générales tenues tous les trois ans). Cependant, elle n'offre pas de position statutaire pour les chercheurs, qui viennent des universités et centres de recherches du continent mais qui s'appuient sur l'institution dans le cadre de leurs activités de recherches (fonctionnement, publications, participations aux activités du centre). Le personnel permanent du Codesria est composé d'une cinquantaine d'employés, en plus des postes de chargés de programme, en nombre assez limité.

Son orientation panafricaine l'oblige à varier ses projets de coopération qui dépassent le lien traditionnel *colonie/métropole*¹, ce qui fait la richesse et la variété des publications de ses chercheurs. Si, au niveau des États, on ne peut pas encore parler de manifestations "contre-hégémonique", la vocation panafricaine affirmée par le Codesria comporte bien cette dimension, au moins sous-jacente, et présente dès son origine. En effet, malgré son manque de moyens financiers (dépendance matérielle) et les nombreuses polémiques sur ses paradigmes de recherches, cette institution de recherche tente, au moins par le contenu de ses thématiques, d'échapper à la "dépendance intellectuelle"². Ce programme, même s'il n'est que partiellement rempli et qu'il provoque des tensions au sein de l'institution, arrive néanmoins à la légitimer. Cette posture "contre-hégémonique", adoptée depuis sa fondation en 1973, est aussi tenue sous une forme de tension avec l'extérieur, surtout à travers l'attitude des premiers chercheurs du Codesria à l'égard des études africanistes occidentales³. Paradoxalement, la position critique et parfois contestable, scientifiquement, de ses pionniers à l'égard de ces africanistes est une sorte de continuation du contentieux colonial, alors même que ces chercheurs non-africains ont toujours combattu la colonisation.

Il est incontestable que la vocation panafricaine du Codesria, par le nombre d'acteurs qu'il mobilise, la richesse de ses activités dans le continent, contribue à le placer dans une position de rupture par rapport aux métropoles de sciences, en la légitimant aussi bien auprès de la communauté scientifique africaine qu'étrangère. Mais cette reconnaissance reste plutôt symbolique. Suffit-elle à pérenniser

1- Voir la liste de ses bailleurs : Agence suédoise pour la coopération (SIDA/SAREC), CRDI (Canada), Fondation Ford, Fondation Mac Arthur, Carnegie Corporation, Ministère norvégien des affaires étrangères, Agence danoise pour le développement international, sans oublier les ONG, les organisations affiliées aux Nations unies et les États africains (cf. www.codesria.org).

2- Cette politique d'autonomie est d'ailleurs clairement affichée par le Codesria dans sa « Politique de publication et de dissémination », dont le premier objectif est de « contribuer de façon avisée aux efforts de redressement des asymétries Nord/Sud qui continuent, de façon générale, à déterminer la production de savoir à l'échelle globale et qui ont poursuivi l'étude de l'Afrique en particulier » (cf. www.codesria.org/french/publications).

3- C'est notamment le cas de T. Mkandawire, A. Mafeze, Z. Ki-Zerbo.

un programme intellectuel pour une institution toujours dépendante, plus ou moins, des fonds de bailleurs étrangers d'abord, dans un contexte globalisé ensuite, où les questionnements théoriques sont de moins en moins idéologiques et territorialisés ?

État-nation et recherche en Afrique

La période postcoloniale en Afrique est caractérisée par une sorte d'euphorie où, dans une dynamique de reconstruction nationale, les États récemment sortis de la domination coloniale mettent en place, au fur et à mesure, des universités pour former les nouvelles élites africaines. De fait, l'université africaine moderne « est bien une création postcoloniale » (Codesria, 2007 : 4), avec une réelle dynamique dans les milieux universitaires animés par des associations d'historiens (Association des historiens africains, dirigée par Joseph Ki-Zerbo de 1975 à 1995), de sociologues, de politologues, de philosophes, d'économistes. Ces élites africaines étaient convaincues que la consolidation de l'État-nation était le moteur du développement économique et social du continent. Ce projet devait donc être porté par la mise en place d'un enseignement supérieur. Non seulement cet optimisme de départ fut détruit par les échecs économiques, mais il se heurta aussi, dans certains pays, à un arbitraire issu de dictatures et de conflits aussi destructeurs que le système colonial récemment combattu par les intellectuels africains. Les projets nationalistes ont nourri les luttes pour l'indépendance, mais l'euphorie des intellectuels tirée du mouvement de décolonisation et des théories du développement a vite été supplantée par la déception née de l'effondrement de l'État-nation. Ce désenchantement des intellectuels est d'autant plus marqué que leurs États respectifs, devenus indépendants, avaient de réels besoins en sciences et en techniques. Et la volonté de sortir complètement de la tutelle de l'ancien système colonial et de construire des États modernes légitime davantage encore ce besoin.

Les échecs économiques et la situation politique de la plupart des pays africains ont mis un coup d'arrêt au développement du modèle universitaire, et on assiste au délabrement des structures universitaires et à la fuite des cerveaux. S'y ajoute un contexte de violences politiques croissantes, qui n'épargne pas les universitaires. D'ailleurs, dans toutes les activités scientifiques (publications, colloques, ateliers)⁴ apparaît une trame de fond qui consiste à reconsidérer les

4- C'est notamment le cas dans les programmes collaboratifs tels que : « Société civile et gouvernance en Afrique de l'Ouest », « Recherche sur la paix » ou « Marginalisation, jeunesse et trafic liés aux conflits en Afrique de l'Ouest et du centre ». Cette lecture différente du continent est encore plus visible dans les publications sponsorisées par le Codesria (voir le « Catalogue 2008 », www.codesria.org).

thèses préconçues sur l'Afrique. En effet, les conflits et les crises économiques sont lus dans une perspective beaucoup plus optimiste. Et une approche originale est produite dans une tentative de compréhension des systèmes politiques en Afrique, dont les reconstructions passent souvent par des bouleversements profonds (coups d'État militaires, guerre civile, corruption). Le continent, en particulier la partie subsaharienne, est « dans une conjoncture de crise économique, de politiques d'ajustements structurels qui en sont les conséquences, de pressions idéologiques concernant les droits de l'homme [...]. Les sociétés africaines tentent de sortir des logiques dévastatrices du parti unique » (Diouf, 1992 : 233). Cette perspective remet en cause un certain pessimisme noté à l'égard de la marche du continent. De fait, certains bouleversements qualifiés de crises en Afrique sont une tentative de reconstruction de l'État qui n'a pas encore complètement jugulé les effets de la colonisation. Cette reconstruction est souvent synonyme d'arbitraires, d'accaparement des richesses, de violences, surtout à l'égard d'une société civile autonome, mais l'hypothèse générale est que, dans beaucoup de cas, ces bouleversements sont aussi des étapes par lesquelles le continent doit passer. Ces étapes renvoient plutôt à des « crises de transition » (Courbage & Todd, 2007 : 33). Ces deux auteurs se concentrent dans leur ouvrage essentiellement sur les bouleversements qui traversent le monde musulman, mais la question de la notion de « transition » peut être appliquée à l'Afrique : dans les deux cas, notent-ils, « l'erreur fondamentale consiste en réalité à présenter les crises idéologiques ou religieuses comme des phénomènes de régression. Il s'agit au contraire de crises de transition durant lesquelles la modernisation désoriente les populations et déstabilise les régimes politiques [...]. On attribuera – on attribue déjà – à la persistance du tribalisme ou à d'autres phénomènes archaïques, des affrontements qui constituent en définitive une crise de modernité » (*ibid.*, p. 38).

Par ailleurs, la multiplication des universités en Afrique a remplacé une politique d'implantation de grands pôles régionaux (Makerere, Dar-es-Salaam, Dakar, Fourah Bay, Ibadan, Legon, Khartoum, Le Caire, Alger) favorisant le développement d'entités provinciales. Il s'y ajoute une détérioration du climat politique et économique dans les années 1970. La création des universités, partout en Afrique, était considérée comme une nécessité par les intellectuels et les hommes politiques de chaque lieu, dont certains parlaient en même temps de panafricanisme. Ceci a eu pour conséquence la multiplication de micro-universités dans des « micro-États ». Seules quelques universités comme celles du Caire, de Dakar, des universités anglophones (Makerere, Ibadan), ou celles de Dar-es-Salaam et d'Alger, entre autres, pouvaient réellement être considérées comme étant de dimension internationale.

« L'une des conséquences de la "dé-régionalisation" et de la "dé-internationalisation" des universités en Afrique dans la période qui a suivi les années 70

a été la réduction des possibilités déjà limitées sur le continent du travail en réseau transfrontalier et panafricain. Ce qui pose aussi le problème de la création d'un environnement permettant aux institutions africaines de s'engager dans un processus d'apprentissage réciproque de manière à renforcer les bases institutionnelles de la production de la connaissance sur le continent africain. La décision des membres fondateurs institutionnels du Codesria de créer le Conseil a été essentiellement motivée par le désir de mettre en place un forum continental structuré dans le cadre duquel, outre les objectifs scientifiques qu'ils souhaitent poursuivre, ils pourraient partager leurs expériences en matière de création d'institutions et travailler ensemble au renforcement mutuel. » (Codesria, 2007 : 8)

Bien qu'ayant accédé à "l'Indépendance", les pays africains sont, dans les années 1970, toujours dans un rapport de dépendance avec l'ancien pays colonisateur, dont ils ont d'ailleurs conservé le modèle politique. Les élites qui ont porté le projet du Codesria souhaitaient mettre en place une institution panafricaine qui, non seulement, surmonterait les effets de la crise économique, mais dépasserait aussi les barrières linguistiques héritées de la colonisation. Issues de disciplines diverses (histoire, anthropologie, économie), elles ont surtout été influencées par le marxisme et le panafricanisme. Mais la trame de fond de leur posture, bien qu'inspirée souvent par le marxisme et par une formation intellectuelle effectuée en Occident, est caractérisée par une sorte de tension entre un besoin d'universel, surtout avec une ouverture vers l'Occident, et un souci d'originalité – d'où la mise en avant des idées panafricaines. Cette tension apparaît notamment dans les thèses de l'économiste Samir Amin⁵, de l'historien Joseph Ki-Zerbo⁶, de l'anthropologue Archie Mafeje⁷. Chez l'économiste égyptien (cf. Amin, 1993), membre à une période du Parti communiste français, l'itinéraire ira du marxisme soviétique, avec lequel il prendra ses distances, à la théorie anti- puis alter- mondialiste, en passant par le maoïsme. L'anthropologue sud-africain Archie Mafeje marquera quant à lui les débats au Codesria dans une posture très réactive face à l'anthropologie africaniste occidentale, qu'il accuse d'être viciée à la base puisque reposant sur l'altérité, qui débouche à son tour sur le racisme. L'auteur prétend déconstruire d'autre part l'idéologie du tribalisme (Mafeje, 1970)⁸ ; membre du comité scientifique du Codesria tout comme Samir Amin, il décèdera en 2007. Il anime alors aussi des débats aux relents très polémiques à travers son *Bulletin* et dans la *Revue africaine de sociologie*. Il faut préciser qu'Archie Mafeje, d'origine sud-africaine, a été très marqué par le régime de l'apartheid. Pour lui, la colonisation a

5- Il a été le premier secrétaire exécutif du Codesria de 1973 à 1975.

6- Cf. en particulier Ki Zerbo, 1972 a et b.

7- Cf. en particulier Mafeje, 1970.

8- Voir à ce propos Mkandawire, 1995.

prétendu défendre les cultures traditionnelles alors qu'elle a tout fait pour diviser les ethnies et c'est cette entreprise impériale que Mafeje qualifie, dans un titre d'article (Mafeje, 1970), d'« idéologie du tribalisme ».

Le Codesria, excepté ce qui pourrait être appelé la parenthèse Achille Mbembe, a été dirigé par des intellectuels très marqués par le contexte tiers-mondiste ou afro-centré. Depuis le mandat de Mbembe comme secrétaire exécutif (1996-2000), la posture du centre est moins radicale que dans le passé. Depuis la création du centre par Samir Amin jusqu'en 2010, le Codesria a eu sept secrétaires exécutifs : Samir Amin, de 1973 à 1975 ; Abdallah Burja, de 1975 à 1985 ; Thandika Mkandawire, de 1985 à 1996 ; Achille Mbembe, de 1996 à 2000 ; Adebayo Olukoshi, de 2001 à 2009 ; enfin, Ibrema Sall depuis 2009.

Le mandat institutionnel du Codesria est mis en place dans un contexte difficile d'inégalités aussi bien « géographiques que scientifiques » (Codesria, 2007 : 2) entre les différents pays d'origine des chercheurs qui le composent. Il faut aussi composer avec les deux héritages assez lourds qui ont déjà donné forme à la recherche africaine : celui des sciences coloniales et celui des sciences nationales. Les premières ont été « enrichies » mais non annulées avec la nationalisation des instituts de recherches dans les années 1970. Celle-ci procède alors d'une politique d'africanisation des postes de recherches et d'enseignants-chercheurs. Mais le problème des institutions de recherche en Afrique est moins un problème d'africanisation des ressources humaines qu'un manque de moyens financiers régulièrement fournis par des États politiquement stables. En outre, aujourd'hui, toutes les ressources humaines souhaitables existent sur le continent. Mais la majorité reste formée dans les métropoles de sciences, et, surtout, un certain nombre des enseignants et des chercheurs africains en poste s'expatrient après des expériences décevantes dans leur pays d'origine.

Les inégalités Nord/Sud dans la recherche

Si les sciences nationales ont succédé aux sciences coloniales, la recherche du Nord est toujours restée présente sur le continent africain. Elle est devenue, après les indépendances, une « recherche pour le développement », ce qui n'empêche pas les inégalités de perdurer entre les structures de recherche du Nord et du Sud. Ces inégalités orientent les rapports de force en défaveur du Sud, non pas pour des raisons purement scientifiques ou technologiques mais en raison de situations économiques et politiques quelquefois désastreuses dans le continent. La plupart des chercheurs africains travaillent dans le cadre d'un agenda de recherche du Nord à travers l'intégration dans des groupes de recherches transnationaux qui transforment les structures locales en simples « prestataires de service ».

S'ajoutent à cela toutes les ambiguïtés que comporte le terme de "recherche pour le développement". Celle-ci a fait l'objet de réflexions critiques. Luc Cambrézy (1996) assimile par exemple la recherche pour le développement à de l'ingérence scientifique, au même titre qu'existe une ingérence humanitaire. Ceci est d'autant plus vrai quand les rapports entre deux institutions du Nord et du Sud se font dans une inégalité totale, les signatures des conventions de recherche mettant au jour les inégalités structurelles : inégalités des moyens financiers, inégalités des statuts de chercheurs favorisant la domination des métropoles de sciences. La difficulté la plus grande, note l'auteur, tient à la question de la « légitimité » et de la « finalité » d'une recherche faite au Sud, financée et orientée par le Nord. Citant le cas de l'ORSTOM⁹, il note que ses chercheurs ont eu de plus en plus de mal à justifier leur présence dans les pays en développement ; même le changement d'intitulé de l'institution (devenu en 1998, IRD : Institut de Recherche pour le Développement) n'a pas suffi à dissiper les malentendus avec le Sud dans la mesure où le terme de développement renvoie à un modèle du Nord que les pays du Sud "devraient" adopter.

Dans ce contexte, on comprend parfaitement les enjeux que fait naître la naissance d'une organisation comme le Codesria, qui adopte dès le départ une posture africaniste radicale, non seulement du point de vue des rapports politiques Nord/Sud mais aussi du point de vue scientifique, avec le projet de mettre en place une science sociale dite "africaine". Ce positionnement n'a pas toujours facilité les rapports entre les africanistes du Nord et les chercheurs à l'origine de la création du Codesria. Parmi ces derniers, des intellectuels comme Mkandawire, Samir Amin, Joseph Ki-Zerbo, Archie Mafeje se rattachent, on l'a dit, à une tradition marxiste très forte. En raison de leur présence, la recherche du Nord est toujours vue sous l'angle des rapports de domination. Ces autorités ont toujours été très présentes dans les comités scientifiques et le secrétariat général du Codesria. D'ailleurs, les discours du nouveau secrétaire exécutif Ibrahima Sall, élu en 2008/2009, et de son prédécesseur, le Nigérian Adébayo Olukoshi, reflètent parfaitement la filiation avec l'économie politique marxiste qui a caractérisé la posture d'un personnage comme Mkandawire.

Du côté de certains africanistes français comme Jean-Loup Amselle, anthropologue, qui a notamment mené des travaux de terrain sur le Mali, la Côte-d'Ivoire et la Guinée¹⁰, les postures d'un centre comme le Codesria sont sujettes à suspicion dont, pense le chercheur en question, la posture anti-colonialiste, se traduisant en anti-occidentalisme, peut conduire à la tentation de l'enfermement

9- Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-mer.

10- L'auteur mène depuis quelques années des travaux sur l'ethnicité, l'identité et le métissage (cf. Amselle, 1990).

identitaire. Dans une interview au titre révélateur, « Critique postcoloniale : attention aux dérapages » (Meyran : 2008), l'auteur affirme : « À Dakar, un institut comme le Codesria (Council for the Development of Social Research in Africa) cherche depuis trente ans à développer un point de vue spécifiquement africain sur les sciences sociales. Or ce centre est traversé depuis sa fondation par des courants opposés, ce qui fait qu'il ne réussit pas à trouver une unité. On ne peut que repérer cependant l'importance d'un discours ambigu quant à la définition de l'"africanité". Parler de "science africaine", c'est là une notion tout aussi problématique que celle, si l'on veut, de "Français de souche". Par exemple, Archie Mafeje souhaitait faire une anthropologie "de l'intérieur", faite par des anthropologues africains pouvant fusionner avec "leur" peuple. Il souhaitait par là s'opposer à la tradition des anthropologues africanistes blancs, teintée selon lui nécessairement de racisme. Plus récemment, quelqu'un comme Mamadou Diouf a cherché à isoler une pensée africaine autonome, fondée sur la tradition orale. Cette démarche pose beaucoup de problèmes : par exemple, les épopées et autres gestes dans les traditions d'Afrique ont-elles valeur de chroniques (reflètent-elles une histoire) ou sont-elles des théories du pouvoir (donc des idéologies) ? On peut se poser la question. Quoi qu'il en soit, les discours africains sur l'Afrique au sein du Codesria peuvent parfois déboucher sur un discours puriste valorisant l'Afrique contre la pensée "européocentrée" (afro-centrisme) ou la xénophobie. Ce type de discours peut avoir des conséquences néfastes sur le plan politique : voyez l'Afrique du Sud. Le président Thabo Mbeki et son ministre de la Santé Manto Tshabalala-Msimang ont affirmé il y a quelques années que le sida n'était pas dû à la contamination par le VIH, mais plutôt au sous-développement engendré par l'impérialisme... Ils sont même allés jusqu'à proposer des traitements du syndrome par du jus de betterave ou de l'ail à la place des médicaments rétroviraux ! On retrouve là l'idée postcoloniale d'une "science africaine" mieux adaptée à la résolution des problèmes africains ».

Ce type de débats, quelquefois très passionnés, se limite aux rapports avec l'ancien colonisateur. Les pays nordiques, par exemple, sont dans un autre type de rapports. Leurs relations avec les pays du Sud sont facilitées par le fait qu'il n'y a pas de passé colonial. De leur point de vue, la posture anticoloniale des institutions comme le Codesria les concerne moins.

En observant la liste des actuels bailleurs du centre, on peut difficilement imaginer un fonctionnement "normal" des programmes de recherche du Codesria sans la coopération avec les pays nordiques (Danemark, Norvège, Suède). Du point de vue historique, l'évolution du financement de ces pays en faveur du Codesria n'a cessé de croître. Le même constat peut être fait avec les pays comme le Canada ou les États-Unis, plus réceptifs au discours sur l'anticolonialisme. Il faut cependant noter que les contributions de la France ont été conséquentes dans les années 1990.

L'idée de créer un paradigme africain au Codesria a eu un impact très important dans le milieu de la recherche. Sa pertinence scientifique peut toujours être discutée – débat sur lequel nous reviendrons –, mais elle a permis de donner une tribune à de jeunes chercheurs africains qui avaient des chances minimales de vulgariser leurs recherches. Comme le montre l'expérimentation des *Working Groups*¹¹, des projets nouveaux ont été initiés, qui montrent comme l'expérience unique du Codesria en Afrique a permis de mettre en réseaux des chercheurs à l'échelle continentale. C'est aussi l'une des rares organisations panafricaines capable de distribuer des bourses à de jeunes doctorants francophones, anglophones, lusophones ou arabophones, qui n'en disposent quasiment pas dans leur pays respectif. Le Codesria a été, pour beaucoup d'entre eux, le seul moyen d'être lus à l'extérieur. Entre 1982 et 1992, cinq grandes revues de sciences sociales éditées dans le Nord n'auraient publié que 233 articles d'auteurs africains (Codesria, 2003 : 27). Dans la même période, une seule revue du Codesria « *Afrique et Développement* » a publié 246 articles, dont plus de 200 d'auteurs africains. C'est le seul éditeur académique à travailler avec quatre langues (ce qui compte sans doute pour beaucoup dans cette visibilité), avec un programme de subvention qui en fait le plus grand dépositaire de thèses en sciences sociales (1500 pièces en fin 2006).

Pour Yann Lebeau¹², le paradigme radical du Codesria (ou panafricanisme) est salutaire dans la mesure où il a créé un mouvement original au côté des africanistes du Nord ; faute de ce type de radicalité, les chercheurs qui sont dans la sphère d'influence du Codesria seraient pris dans le moule des centres de recherches du Nord. Connaissant la faiblesse de la recherche dans les universités et instituts de recherches africains, les chiffres affichés par le Codesria en termes d'adhésion peuvent être considérés comme exceptionnels à l'échelle du continent, du moins pour une organisation de sciences sociales à vocation africaine : à la fois parce qu'ils montrent une capacité de rassemblement de forces actives malheureusement éparses et très en deçà du potentiel théorique des enseignants supposés "chercheurs" ; et parce qu'il témoigne de leur intérêt pour une "ré-institutionnalisation" de la science, malmenée par les gouvernements, par

11– Le système des *Working Group* vise à mobiliser essentiellement la communauté des chercheurs africains autour de problèmes spécifiques touchant tout le continent. Ces questions peuvent être politiques, économiques, sociales, etc. En 1994, par exemple, face aux débats de plus en plus importants sur les questions éducatives, le Codesria avait mis en place le *Working Group on Finance and Education* (WGFE) pour réfléchir sur le financement, la gestion et la planification de l'éducation en Afrique subsaharienne. Il existe aujourd'hui quatre types de groupes de travail : Groupes Multinationaux de travail (GMT), Groupes nationaux de travail (GNT), Réseaux de recherche comparative (RRC), Groupes transnationaux de travail (GTT).

12– *University of East Anglia (Faculty of Social Science)*. Il est aussi l'un des rédacteurs de la *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, éditée par le Codesria. Ses recherches en Afrique ont surtout porté sur l'enseignement supérieur, notamment au Nigéria (cf. Lebeau, 2002, 2003 a et b ; Kassimir, Lebeau & Sall, 2003).

l'ajustement structurel et par le mandarinat, qui l'annihilent dans les établissements classiques et qui l'abandonnent à un pur marché international du travail scientifique. À titre illustratif, à partir de 2006, 650 exemplaires de chacun des livres édités par le Codesria ont été distribués gratuitement aux bibliothèques des universités et centres de recherches. Au-delà de la valeur quantitative du travail de l'institution (publications, activités, mobilisations des chercheurs, poids financiers) et son impact réel dans les milieux de la recherche (universités, centres de recherches), ces actions participent à sa légitimation face à des Facultés africaines de sciences humaines sans grande visibilité à l'échelle continentale, encore moins au niveau international.

Tableau 1
Nombre de membres du Codesria par région en 2006

| | |
|--------------------|-----|
| Afrique Centrale | 210 |
| Afrique de l'Est | 220 |
| Afrique du Nord | 90 |
| Afrique Australe | 203 |
| Afrique de l'Ouest | 524 |
| Membres Associés | 124 |

Source : Codesria, Rapport annuel 2006.

Tableau 2
Nombre et répartition des membres du Codesria par discipline en 2006

| | | |
|-------------------------|-----|--------|
| Genre/Études des femmes | 30 | 2,2 % |
| Anthropologie | 53 | 3,9 % |
| Géographie | 54 | 3,9 % |
| Droit | 55 | 4,0 % |
| Philosophie | 55 | 4,0 % |
| Littérature | 93 | 6,8 % |
| Histoire/Archéologie | 133 | 9,7 % |
| Économie | 217 | 15,8 % |
| Science Politique | 229 | 6,7 % |
| Sociologie | 298 | 21,7 % |
| Autres | 154 | 11,3 % |

Source : Codesria, Rapport annuel 2006.

Le statut de membre du Codesria est ouvert, en particulier aux chercheurs africains individuels, aux étudiants et aux institutions africaines de recherche. Une possibilité de jouir d'un statut de membre associé existe néanmoins pour les chercheurs non africains.

Le débat sur l'ouverture du Codesria

Au-delà du déséquilibre (infériorité matérielle, visibilité) Nord/Sud en matière de recherche, la posture "africaine" du Codesria demeure-t-elle viable du point de vue intellectuel dans un contexte de globalisation ? Poser cette question revient à porter le débat sur la place d'une institution panafricaine obligée de communiquer avec les centres de recherches du Nord et dont les chercheurs travaillent aussi avec des collègues en Europe, en Asie, en Amérique latine et, surtout, en Amérique du Nord. Selon Lebeau (entretien, 14 septembre 2009), les positions du Codesria ne constituent pas une barrière à des collaborations avec des chercheurs du Nord. L'institution importe et confronte beaucoup de théories, son caractère panafricain, avec l'utilisation de quatre grandes langues internationales, ne lui interdisant pas de se frotter à beaucoup de traditions philosophiques.

Les Groupes transnationaux de travail du Codesria mènent des recherches sur la mondialisation, ou le rapport avec les chercheurs africanistes du Nord. Ils offrent aux chercheurs africains la possibilité de « réfléchir à tous les aspects des expériences historiques et contemporaines de l'Afrique, au-delà des interprétations tendancieuses auxquelles ils sont souvent confrontés » (Codesria, 2003 : 15). Mais la posture essentiellement sous-tendue par le souci de construire des *sciences sociales africaines* a suscité un débat profond au sein même de l'organisation – du moins à une période donnée.

63

Le débat sur les orientations intellectuelles

Cette position "essentialiste" a fait l'objet d'une vive polémique au sein même du conseil, particulièrement sous le mandat de l'historien d'origine camerounaise Achille Mbembe (1996-2000). Ce chercheur publie dans *Public Culture* un article intitulé « Les écritures africaines de soi » (Mbembe, 2001)¹³ dans lequel il prône une « nouvelle » recherche à travers la critique des « récits nationalistes ». Ce type de récits, pense-t-il, territorialise la production de la connaissance en Afrique.

13– Traduit en 2002 dans *Public Culture*, vol. 14, n° 1, avec un dossier comportant des réponses de onze chercheurs, africanistes ou non.

Cette nouvelle lecture remet clairement en cause l'héritage laissé au Codesria par une génération quasi-vénérée dans laquelle figurent l'économiste Samir Amin, Amina Mama, Archie Mafeje, Mkandawire, etc. Achille Mbembe développe une critique très forte à l'égard du discours intellectuel africain sur l'identité. Celle-ci ne doit pas se construire, dit-il, sur une opposition systématique à l'Occident. Et le discours sur soi ne doit pas se faire sur le mode « liturgique de la victimisation ».

Au-delà des critiques de l'afro-radicalisme, des auteurs comme Godwin Rapando Murunga¹⁴ (Murunga, 2004) montrent en fait que Achille Mbembe s'attaque directement à ces personnalités très respectées en Afrique. Selon le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne¹⁵, « la critique généalogique du discours africain de Mbembe paraît par endroits trop rapide et allusive » (Diagne, 2002 : 621) et il pourfendrait des « arguments que personne n'a défendus » (*ibid.*). Ce débat, qui aurait pu, sur le plan scientifique, être intéressant pour la communauté des chercheurs, a vite été parasité par des procès d'intention faits à l'auteur sur ses penchants idéologiques, et par une vive querelle à l'égard de sa gestion de l'institution. La controverse intellectuelle s'abâtardit rapidement dans une lutte pour le pouvoir. Elle refléta aussi la tension interne liée à une politique de quotas pour l'attribution des postes au Codesria. L'un des grands dilemmes du Codesria est en effet de produire de la qualité scientifique soumise aux règles du *peer reviewing* tout en assumant la nécessaire préférence des travaux financés et un système de quotas linguistiques, de genre, etc., pour promouvoir la recherche des régions/institutions sous représentées.

En fait, l'auteur des « Écritures africaines de soi » ouvrait réellement la discussion sur le discours du centre concernant l'économie politique de l'Afrique, l'origine des conflits, la nature des sciences sociales. Mbembe a tenté d'imposer un nouvel agenda qui, selon Murunga, mettait les États-Unis au premier plan ; il cherchait ainsi de nouvelles sources de financement. La conférence qu'il initia en Afrique du sud, en 1998, avait en effet vu la participation d'un nombre de participants non-africains qui n'étaient pas prévus dans les règlements du Codesria. Le thème de la conférence, « Globalisation et sciences sociales en Afrique », révélait lui-même le changement de cap opéré par Mbembe en tant que secrétaire exécutif, en l'occurrence une tendance à l'internationalisation qui aurait complètement déséquilibré les finances du centre. De fait, pour la première fois, l'importante revue du Codesria, *Afrique et Développement*, qui avait battu des records

14- Professeur à l'université Kenyatta, Nairobi, Kenya et la Northwestern University (USA) en 2004. Il intervient souvent dans le *Bulletin du CODESRIA*.

15- Sa démarche est développée autour de l'épistémologie, ses recherches s'intéressent notamment aux traditions philosophiques de l'Afrique et du monde musulman (cf. notamment Diagne & Ossebi, 1996 ; Diagne, 2001, 2002).

de publication ininterrompus dans le monde de la recherche en Afrique, rencontrait des difficultés de diffusion sous le mandat de Mbembe, quoique jamais le Codesria n'ait reçu autant de dons que sous sa direction.

Ainsi, l'article de Murunga sur la gestion de Mbembe et les réactions des détracteurs de ce dernier, tels que Mafeje, ont complètement occulté un débat fort salubre pour les jeunes générations de chercheurs n'ayant pas vécu la colonisation et se tenant loin du radicalisme ou du nationalisme des décennies précédentes. Entre 1996 et 2000, les différents numéros du *Bulletin du CODESRIA* changent complètement de thèmes ; on y insiste, sous l'impulsion de Mbembe, sur des champs nouveaux tels que la sexualité, la race et le corps. Pour Murunga, ces articles étaient sans doute pertinents en eux-mêmes, mais leur récurrence empêchait la publication des articles locaux au profit des articles de chercheurs étrangers. Cette tendance fera dire à un intellectuel comme Mafeje que « l'Africanité était une ontologie de combat » (Mafeje, 2000 : 66) et qu'il existait des « néophytes qui ont un engouement facile pour la mode » (*ibid.*, p. 66). On voit clairement que les arguments de Mbembe ne trouvent pas de réponses et que les attaques directes portent sur sa gestion. Beaucoup de chercheurs ont d'ailleurs pensé que « Les écritures africaines de soi » n'étaient en fait qu'une réponse de Mbembe à ces critiques en tant que secrétaire exécutif et non un regard nouveau et une remise en cause de l'afro-radicalisme et du nativisme. Au-delà des critiques soulevées par Murunga sur la gestion de Mbembe, qui paraissent légitimes tout en étant purement institutionnelles, il reste que ses détracteurs n'ont répondu que par le mépris et n'ont pas aidé à poser un débat pertinent sur les questions soulevées dans « Les écritures africaines de soi », notamment la critique de l'afro-radicalisme.

Selon Achille Mbembe, cette idéologie est née du contentieux colonial, de la rencontre entre un occident hégémonique et une Afrique dominée. La présence d'un système aussi aliénant que le colonialisme est certes vécue par les Africains comme une sorte de viol. Mais, selon Mbembe, le discours d'une certaine élite africaine et radicale ne permet pas de sortir de la victimisation. Il engendre à son tour un certain racisme ; en conséquence de cette posture radicale, le discours sur soi et sur l'autre paraît sous-tendu par un ressentiment qui s'accroît d'autant plus que le continent africain subit toujours les effets dévastateurs de la colonisation.

Dans son ouvrage *De la postcolonie* (2000 : 9), l'afro-radicalisme et l'afro-centrisme sont considérés comme des idéologies, avec diverses variantes (marxisme, nationalisme, panafricanisme, nativisme et égyptomanie). Achille Mbembe note que « l'Occident est l'objet obscur de leur haine. À l'examen, ces discours n'énoncent aucune parole propre. Au contraire, captés par l'autre, ils sont la manifestation d'un sujet dépossédé de sa subjectivité, de sa voix et de son désir

par le démon dont il est la bête. Acharnés à détruire la cause supposée de l'indignité dont souffrirait le nègre, ils sont l'expression non seulement d'une subjectivité diffractée, voire en contradiction avec elle-même » (*ibid.*, p. 10).

Mais il faut aussi reconnaître que le débat entre Mbembe et ses pairs a lieu dans un contexte qu'Ali El Kenz, actuellement Professeur à l'université de Nantes et membre du comité scientifique du Codesria, analyse comme un renversement de la « hiérarchie des savoirs » (El Kenz, 2005 : 13), où les nouveaux chercheurs africains exerçant dans leur continent d'origine sont en concurrence non seulement avec leurs collègues d'origine africaine installés au Nord – à cause notamment des conditions de travail dans leur pays d'origine –, mais aussi avec les africanistes du Nord dont les postures sont remises en cause par cette nouvelle génération. Leur prétention à construire des paradigmes, qu'elle soit inspirée du nationalisme, du radicalisme ou du panafricanisme est, à tort, note El Kenz, qualifiée d'« ethnocisme » ou, pire, de « racisme ». L'auteur note que ce renversement est identique à celui provoqué, chez les orientalistes, par Edward Saïd dans *L'orientalisme* (Seuil, 1980). Et, note-t-il, une auteure occidentale comme Catherine Coquery-Vidrovitch (s'appuyant sur Amselle, 1990) fait remarquer « l'angoisse de certains chercheurs africanistes qui craignent la concurrence des chercheurs africains sur les postes universitaires en France » (Coquery-Vidrovitch, 2003 : 53). Elle note par ailleurs la même réaction, en Allemagne, des chercheurs autochtones à l'égard des « islamologues » turcs et arabes formés dans les universités allemandes. Ces prises de positions notées par Ali El Kenz sont certes minoritaires, mais elles peuvent aider à expliquer certaines polémiques dans le milieu de la recherche africaine.

Influences du Codesria dans le monde de la recherche en Afrique

La politique de publication

Le milieu africain de la recherche est particulièrement confronté aux problèmes de diffusion des connaissances. À ses débuts, le Codesria a lui aussi eu de sérieuses difficultés à publier les travaux de ses chercheurs. Une politique de « dissémination » élaborée a été mise sur pied beaucoup plus tard avec le recrutement d'un personnel destiné à ce type d'activité. Aujourd'hui, malgré toutes les difficultés rencontrées dans ce domaine, l'institution arrive à maintenir la publication d'une dizaine de revues bilingues et multilingues¹⁶. En dehors de

16– Les revues du Codesria sont : *Afrique et développement*, périodique trimestriel bilingue consacré aux questions de développement ; *Afrika Zamani : Revue annuelle d'histoire*, pour le compte de l'Association des Historiens Africains ; *Identité, Culture et Politique : un dialogue afro-asiatique*, revue biannuelle du Codesria et de l'*International centre for Ethnic studies* (ICES), Colombi, Sri Lanka ; *L'Anthropologue africain*, revue

ces revues, la visibilité du Codesria est surtout mise en avant à travers la publication d'un bulletin, support trimestriel d'information des chercheurs en sciences sociales le plus connu du Codesria¹⁷. Et il sert souvent de lieu de débats et de controverses, comme ce fut cas entre Mbembe et ses détracteurs. L'analyse de ses éditoriaux renseigne sur l'agenda du Codesria et les positionnements idéologiques du Conseil. Sa parution trimestrielle est, avec une variété de problématiques, une réelle opportunité pour les jeunes chercheurs. Des accords sont établis avec un réseau d'éditeurs extérieurs, comme Karthala pour la langue française, ou l'*African Books Collective*, qui se charge de diffuser les publications du Codesria en anglais, en Europe et en Amérique du nord. Le Service de documentation existe depuis 1983, avec le Centre d'information et de documentation (CODICE)¹⁸.

Cette politique, associée à une intense animation scientifique, a permis de composer l'un des réseaux de chercheurs les plus importants en sciences humaines et sociales sur le continent, notamment par ceux de stature internationale réunis lors des assemblées générales et dans les différentes activités scientifiques.

Le Codesria dans les rapports Sud-Sud

La difficulté des États africains à établir des relations politiques, économiques et surtout scientifiques n'est plus à démontrer. Beaucoup de projets politiques (Union africaine – UA) et économiques (UEMOA pour l'Afrique de l'Ouest) sont souvent dans l'impasse. Du point de vue économique, des différences notables existent entre les États, et la situation politique varie d'un pays à un autre. Certains États font face à des luttes armées qui détruisent leurs structures économiques, alors que d'autres parviennent à organiser des élections libres et transparentes.

67

biennale de l'Association panafricaine d'Anthropologie ; *Revue africaine de sociologie*, revue semestrielle du Codesria ; *Revue africaine des affaires internationales*, qui promeut l'analyse des questions internationales et leurs conséquences sur le continent ; *Revue africaine des livres*, qui paraît deux fois l'an (anglais, français) et est coédité avec le Forum des Sciences Sociales (Adis Abeba), le Centre national de recherche scientifique en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC), basé à Oran ; *Revue africaine des médias*, revue de communication (théorie, pratique de communication dans le continent) ; *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, qui fait état des défis de l'enseignement supérieur et politique et des mutations en cours ; *Sélection afro-arabe pour les sciences sociales*, revue du Codesria et du Centre de recherche arabe du Caire.

17– Sa distribution est gratuite, tirée à 5000 exemplaires (en français, anglais et arabe). Les numéros sont disponibles en ligne sur le site du Conseil. Les différents numéros du bulletin comportent en moyenne une cinquantaine de pages avec des contributions de cinq pages en moyenne.

18– La mise en place du CODICE a notamment permis (cf. *Rapport annuel 2007*, p. 13) : l'abonnement à près de 150 revues scientifiques ; l'abonnement à 4 grandes banques de données en ligne avec accès à 48 bases de données comportant essentiellement des bibliographies de référence ; l'acquisition de 276 publications ; l'élaboration d'un catalogue contenant 850 auteurs et 1 700 publications dans le but de constituer la première bibliothèque des sciences sociales en Afrique ; enfin l'abonnement au système d'archivage JSTOR.

Nous pouvons imaginer, dans ce contexte, les difficultés à établir des réseaux de recherche performants à l'échelle du continent. Si nous considérons les pays francophones d'Afrique, un État établit souvent plus d'accords économiques et scientifiques avec la France qu'avec tous les pays africains réunis. L'expérience du Codesria, malgré ces difficultés, montre une réelle volonté de construire un projet scientifique durable.

Son influence dans certains pays est d'autant plus grande que l'activité scientifique y est précaire. Par exemple, au Mozambique, l'institution a un impact considérable sur les jeunes chercheurs en termes de formation, d'animation scientifique et de production de paradigmes originaux en sciences sociales. En outre, son programme de coopération Sud-Sud a permis d'établir des ponts avec le continent asiatique et l'Amérique latine, notamment dans le cadre :

- ♦ d'un Programme d'échanges Sud-Sud pour la recherche sur les histoires de développement (SEPHIS), qui donne lieu à des tournées de conférences, des ateliers, des distributions de livres, des programmes d'échanges inter Facultés, de la formation, etc. ;
- ♦ d'un Programme de recherche Sud-Sud (CODESRIA-CLASCO-APISA) ;
- ♦ du « Dialogue Afro-Asian ».

68

L'établissement d'un dialogue avec l'Asie ou l'Amérique latine montre une volonté de se tourner vers d'autres pays et continents du Sud. Il peut aussi servir à montrer aux métropoles de sciences du Nord que d'autres voix sont à développer afin d'atténuer les asymétries entre le Nord et le Sud. Il a notamment abouti à la coédition, en collaboration avec l'*International Centre for Ethnic Studies* de Colombo, au Sri Lanka, de la revue *Identity, Culture, and Politics, An Afro-Asian Dialogue*. Mais c'est grâce au SEPHIS (*South-South Exchange program for Research On The History For Development*), créé en 1994 et soutenu par la coopération hollandaise, que les échanges Sud-Sud se sont le plus développés, avec un axe Afrique-Asie-Amérique latine. Cet ambitieux programme part de l'idée « du déclin des grands récits : théories de la modernisation des années 1950-60 et théories de la dépendance des années 1960-70 » ; comme le souligne J.-L. Amselle, « les responsables de ce programme entendent promouvoir un paradigme à "moyenne portée" ancré dans des situations concrètes » et permettrait de « mettre sur pied une histoire alternative du développement reposant sur le comparatisme » (Amselle, 2008 : 115). Mais cette coopération Sud-Sud, bien qu'ayant permis une activité de recherche assez dense (bourses doctorales, colloques, conférences, publications d'une revue en ligne : *SEPHIS e-magazine*), sans oublier la publication de travaux de chercheurs africains en Asie et en Amérique du Sud, n'a pas échappé aux logiques d'influences et de dominations qui caractérisent toute coopération. Selon Amselle, « étant donné le poids et le prestige du

postcolonialisme et du subalternisme indiens, c'est essentiellement dans le sens Inde-Afrique que se sont effectués les échanges » (*ibid.*, p. 116). L'analyse des réactions des chercheurs africains face à une telle logique (domination Sud-Sud), qui tendrait à reproduire les rapports inégaux Nord-Sud remis en cause depuis les indépendances, reste à faire.

Les chercheurs du Codesria ont aussi eu des rapports avec tout le mouvement des « *Subaltern Studies* », dont l'objectif était de « produire une histoire qui restaure la parole du peuple des "subalternes" et témoigne de sa culture politique autonome, non "prépolitique" ou arriérée mais différente de celle de l'élite » (Pouchepadass, 2004 : 68). Certes, nous dit cet auteur, « il y avait là des traces de romantisme populiste, mais aussi, dès le départ, l'esquisse d'une critique des théories unilinéaires du progrès et de l'État-nation comme incarnation d'une modernité bourgeoise répressive, culturellement homogénéisante et sourde aux aspirations du peuple. En dix ans, cette posture intellectuelle a conduit bon nombre d'historiens subalternistes, partis d'un marxisme critique d'inspiration gramscienne, dans les parages du postmodernisme, et au premier rang du courant intellectuel inspiré par Edward Saïd (et, à travers lui, par Michel Foucault) qu'on appelle la pensée postcoloniale » (*ibid.*).

On imagine bien, avec l'héritage et la posture du Codesria concernant les rapports Nord-Sud, que le thème des "savoirs locaux indigènes" touche un certain nombre d'intellectuels de l'institution panafricaine. Un centre comme le Codesria est le seul à pouvoir construire ce genre de ponts, et ces connexions ont été faites sans l'intermédiaire des pays du Nord. Le développement de ce type de coopérations peut paraître salubre pour la recherche africaine. Cependant, la radicalité de certains chercheurs africains fait craindre à des observateurs européens, et même africains, un enfermement de la recherche du continent. Pourtant, le Codesria peut être un excellent moyen pour décloisonner la recherche, en permettant une circulation et une accumulation des savoirs produits dans les universités et institutions de recherches de pays qui font face à des difficultés économiques empêchant une organisation sérieuse de la recherche. Les activités du Codesria, qui fédèrent les chercheurs du continent par la création de cadres idoines à la réflexion et aux échanges, ont toute la force et le caractère structurant des réseaux.

Les défis du Codesria dans le champ scientifique international

Mais peut-on parler, au vu de l'évolution du Codesria, d'une recherche spécifiquement africaine ? Quels sont les défis à venir dans un champ de moins en moins idéologique ? Il faut préciser que l'existence de divergences idéologiques

fortes, telle que ce fut le cas dans les années 1970 avec la première génération de chercheurs, avait au moins l'avantage de produire un discours "africain" pour ses intellectuels. Que restera-t-il de la posture autonomiste du Codesria si le marqueur idéologique disparaît ? L'avantage de cette disparition est qu'elle permettrait de réellement réfléchir sur la place de l'Afrique en général et du rôle que les acteurs africains y jouent. La faiblesse des économies africaines détermine cependant aujourd'hui en grande partie l'état de la recherche, de sorte que la question d'une construction d'un "paradigme africain dans les sciences sociales" ne paraît pas envisageable. L'exemple de la domination du subalternisme indien dans la coopération Sud-Sud, dont on a parlé, l'atteste.

Conclusion

Le Codesria peut permettre aux chercheurs africains non seulement d'avoir une base de référence locale, mais aussi de s'insérer facilement dans la recherche globale. L'autonomie de l'agenda du Codesria vis-à-vis des contraintes étatiques a toujours été garantie depuis 1973. Ce n'est pas un hasard si l'institution a installé son siège à Dakar (stabilité du Sénégal, ouverture politique et intellectuelle avec le rayonnement de l'Université Cheikh Anta Diop dans les années 1970, présence du président Senghor avec le développement du mouvement de la négritude). Bien entendu, ses administrateurs auraient souhaité une plus forte implication, du moins financièrement, des pouvoirs publics mais, paradoxalement, leur implication limitée pourrait bien être salutaire pour la liberté académique de ses chercheurs et sa prétention panafricaine. Pour diversifier ses sources de financement et, sans doute, pour garder son indépendance, l'institution veille à ce que la part d'aucun de ses bailleurs ne dépasse 30 % de son budget institutionnel. Au niveau international, l'agenda du Codesria, par une lecture africaine des questions économiques, politiques, sociales du continent, vise à atténuer la dépendance intellectuelle vis-à-vis des "métropoles de science" et pourrait rendre les postures plus neutres et moins conflictuelles, notamment avec les nouvelles générations de chercheurs.

Que les rapports avec les métropoles de science soient moins "tendus" et deviennent plus "neutres" – comme c'est le cas avec les pays nordiques – nécessite cependant du temps. Les réactions violentes qu'ont provoquées, par exemple, les critiques de Mbembe à l'endroit de l'afro-radicalisme ou du nativisme ou celles qui ont suivi la publication de *L'Occident décroché* de Jean-Loup Amselle (2008), laissent par exemple apparaître, certes une dimension scientifique profonde, mais davantage et de manière implicite une position réactive très dommageable de la première génération de chercheurs africains qui ont vécu la période coloniale, et les débuts décevants de la construction de l'État-nation en Afrique. L'héritage

colonial et ses conséquences, en partie responsables des difficultés de ces pays, fait que certains chercheurs sont toujours dans une posture d'opposition alors que les questionnements en sciences sociales sont devenus globaux.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN (S.), 1993, *Itinéraire intellectuel*, Paris, L'Harmattan.
- AMSELLE (J.-L.), 1990, *Logiques métisses : anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, Bibliothèque scientifique Payot (2^e éd. augm. 1999).
- AMSELLE (J.-L.), 2008b, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock.
- BALANDIER (G.), « Science transférée, science partagée », in R. Waast (dir.), *Les sciences hors d'Occident*, Paris, ORSTOM, pp. 11-16.
- BAYARD (J.-F.), 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- CAMBRÉZY (L.), 1996, « Chercher ailleurs... droit d'ingérence scientifique ou partenariat partagé ? », in R. Waast (éd.), *Les sciences hors d'Occident*, Paris, ORSTOM, pp. 143-153.
- CODESRIA, 2003, *Le Codesria et ses activités. Repousser les limites de la recherche en sciences sociales et de la production des connaissances en Afrique*, Dakar, CODESRIA.
- CODESRIA, 2007, « Consolidation et renouveau de la recherche sociale en Afrique », document du plan de stratégie pour la période 2007-2011, Dakar, CODESRIA.
- COQUERY-VIDROVITCH (C.), 2003, « Études africaines en France : une histoire à revisiter », in B. Founou-Tchuigoua, D. Sy Sams & A. Dieng Amady (éds), *Pensée sociale critique pour le XXI^e siècle. Mélanges en l'honneur de Samir Amin*, Paris, Forum du Tiers-monde, L'Harmattan.
- COURBAGE (Y.) & TODD (E.), 2007, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Seuil.
- DIAGNE (S.-B.), 2001, *Islam et société ouverte : la fidélité et le mouvement dans la philosophie d'Iqbal*, Paris, Éditions Maisonneuve et Larose.
- DIAGNE (S.-B.), 2001, *Reconstruire le sens. Textes et enjeux de prospectives africaines*, Dakar, Éditions CODESRIA.
- DIAGNE (S.-B.), 2002, « Keeping Africanity Open », *Public Culture*, vol. 14, n° 3, pp. 621-623.
- DIAGNE (S.-B.) & OSSEBI (H.), 1996, *The cultural question in Africa*, Dakar, Éditions CODESRIA.
- DIOUF (M.), 1992, « Le clientélisme, "la technocratie" et après ? », in M.- C. Diop (éd.), *Sénégal. Trajectoire d'un État*, Dakar, CODESRIA.
- EL KENZ (A.), 2005, « Le cercle de craie. Anthropos et Humanitas », *Bulletin du Codesria*, n° 3-4, pp. 19-29.
- KASSIMIR (R.), LEBEAU (Y.) & SALL (E.), 2003, « The Public Dimensions of the University in Africa », *Journal of Higher Education in Africa*, vol. 1, n° 1, pp. 126-148.
- KI ZERBO (J.), 1972a, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier.
- KI ZERBO (J.), 1972b, *Le monde africain Noir*, Paris, Hatier.

LEBEAU (Y.), 2002, « La "communauté nationale" des universitaires nigériens entre mondialisation des réseaux de la recherche et individualisation des carrières », in N. Akam & R. Ducasse (éds), *Quelle université pour l'Afrique ?*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme, pp. 13-29.

LEBEAU (Y.), 2003a, « Extraversion strategies within a peripheral research community. Nigerian scientists' responses to State inconsistency and changing patterns in international aid and cooperation », *Science, Technology and Society*, vol. 8, n° 2, pp. 185-213.

LEBEAU (Y.), 2003b, « Classement et déclassement des universités au Nigeria : de l'uniformité des procédures d'admission à la multiplicité des stratégies de contournement », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 43, n° 1-2, pp. 209-233.

MAFEJE (A.), 1970, « The Ideology of Tribalism », *Journal of Modern African Studies*, vol. 9, n° 2, pp. 253-261.

MAFEJE (A.), 2000, « Africanity: A Combative ontology », *Bulletin du CODESRIA*, n° 1, p. 66.

MBEMBE (A.), 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris Karthala.

MBEMBE (A.), 2001, « À propos des écritures africaines de soi », *Politiques africaines*, n° 77, pp. 16-43.

MEYRAN (R.), 2008, « Critique postcoloniale : attention aux dérapages. Rencontre avec Jean-Loup Amselle », *Sciences humaines*, mensuel n° 193, mai, http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_article=22193.

MKANDAWIRE (T.), 1995, « Note sur trois générations d'universitaires africains », *Bulletin du CODESRIA*, n° 3-4, pp. 10-14.

MURUNGA (G.-R.), 2004, « Les écritures africaines de soi de Mbembe et la critique dans *Public Culture* », *Bulletin du CODESRIA*, n° 1 et 2, pp. 30-35.

POUCHEPADASS (J.), 2004, « Que reste-t-il des Subaltern Studies ? », *Critique internationale*, 24, juillet, pp. 67-79.

SAID (É.-W.), 1978, *L'orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil.